



Crédit photo: UICN

Oued Medjerda

Contexte

Le bassin versant de la Medjerda est l'un des plus importants du Maghreb en termes d'approvisionnement en eau douce. Partant du nord-est de l'Algérie, il s'écoule vers l'est jusqu'au golfe de Tunis. La disponibilité de l'eau douce, due aux débits permanents dans la majeure partie du fleuve, a permis une agriculture intensive dans ses principales plaines inondables - un secteur socio-économique clé en Tunisie. Le bassin de la Medjerda fournit également de l'eau potable à plus de 40% de la population tunisienne.

Défis en matière de gouvernance

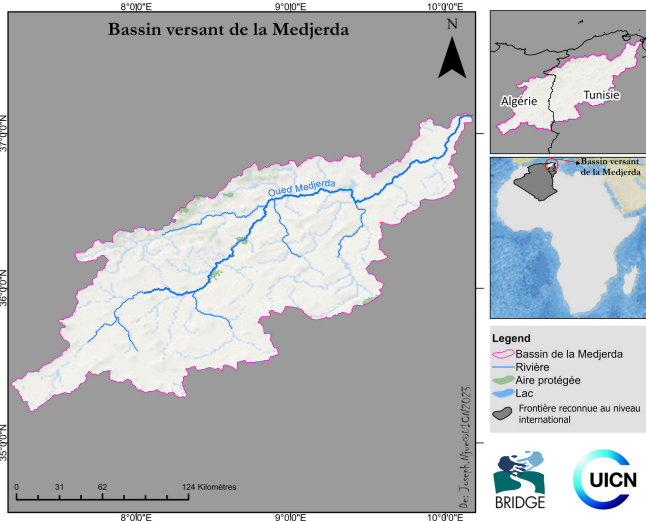
Actuellement, les accords de coopération formels régissant la gestion du bassin de la Medjerda sont limités. La coopération entre l'Algérie et la Tunisie sur le bassin pourrait soutenir les opportunités potentielles pour une vision coordonnée de la gestion, de la conservation et du développement durable. L'absence d'une approche concertée de la gestion des bassins hydrographiques et d'une collaboration entre les administrateurs, associée à la dégradation de l'écosystème et à une grave sécheresse, constitue un risque important pour l'intégrité de la nature et les moyens de subsistance des personnes qui dépendent des eaux de la Medjerda. La classification du programme d'évaluation des eaux transfrontalières (TWAP) du bassin comme étant à haut risque souligne plusieurs défis communs. Ce scénario appelle à une collaboration et à une coordination intersectorielles globales pour combler les lacunes juridiques et institutionnelles, ainsi qu'à un dialogue visant à formuler des approches communes pour la protection de la Medjerda.

Mise en œuvre de BRIDGE

BRIDGE est opérationnel dans le bassin depuis 2022. Le projet cherche à explorer les synergies pour des Solutions fondées sur la Nature (SfN) dans les eaux partagées, en engageant à la fois les acteurs institutionnels et ceux de la société civile. Au niveau national, BRIDGE promeut le renforcement des capacités de gouvernance des différents acteurs impliqués dans le bassin et la mise en place d'un cadre de coopération intersectorielle.

Objectifs du bassin pour la phase 5

- Faciliter un dialogue inclusif entre les acteurs du bassin issus des secteurs institutionnels et de la société civile afin de promouvoir un cadre de gouvernance durable.
- Définir un cadre pour la gouvernance intersectorielle du bassin au niveau national, en identifiant et en décrivant les responsabilités d'un comité national.
- Identifier les possibilités de projets Solutions fondées sur la Nature dans les deux pays.
- Partager les bonnes pratiques et renforcer les échanges régionaux, notamment en participant à des événements africains et méditerranéens sur la gouvernance de l'eau.
- Promouvoir l'expérience BRIDGE à Medjerda en tant que modèle pour la gouvernance des eaux transfrontalières dans la région.



Le bassin en un coup d'œil

Superficie totale (km²): 23,700

Population totale: 1.4 million (dont 1 million vivent dans des zones rurales)

Zone climatique: Les écosystèmes varient à travers le bassin (humide, semi-humide, aride et semi-aride)

Précipitations totales annuelles (mm/an): 466,41

Pays riverains: Algérie et Tunisie

BRIDGE opérant dans le bassin depuis: 2022

COLLABORATION INTERSECTORIELLE ET INSTITUTIONNELLE

En général, dans toute l'Afrique du Nord, il y a une prise de conscience croissante de la nécessité d'avoir plus d'informations et d'efforts de collaboration dans les eaux transfrontalières. Le bassin de la Medjerda est un cas unique, avec des informations relativement abondantes et ayant bénéficié de plusieurs projets de coopération. Il s'agit notamment du projet MedGIRE coordonné par le WWF Afrique du Nord et la Tour du Valat, des initiatives de l'Agence Japonaise de coopération Internationale (JICA) pour la prévention des inondations, et du projet Améliorer la conservation des zones humides côtières, mis en œuvre par un consortium d'organisations tunisiennes.

Au niveau institutionnel en Tunisie, la gouvernance du bassin implique sept ministères dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'environnement, de l'aménagement du territoire, de la santé et des affaires intérieures. Chaque ministère a sa direction et ses représentants de district au niveau régional, et travaille avec les institutions locales et les municipalités. L'amélioration de la coordination entre les institutions nationales a été identifiée comme une opportunité d'optimiser la gestion des ressources en eau et d'éviter le chevauchement des responsabilités, tout en définissant les responsabilités en matière d'entretien des infrastructures et un cadre pour traiter des questions telles que la perte ou la pollution de l'eau.

La mise en œuvre de BRIDGE est l'occasion de renforcer la coopération entre les parties prenantes et de mettre en place un cadre commun efficace pour une gouvernance partagée du bassin.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC

Plus d'informations

BRIDGE page web:
www.waterandnature.org/initiatives/bridge

Water Law and Governance page web:
www.waterlawandgovernance.org/bridge

LinkedIn:
[IUCN Water and Wetlands](https://www.linkedin.com/company/iucn-water-and-wetlands)

Contacts BRIDGE

Helene Willem
Helene.Willem@iucn.org
Assistante de Programme pour la Méditerranée et l'Afrique
du Nord - Programme pour la Méditerranée et l'Afrique du
Nord